

« SOUS NOS YEUX »

Le sort de Morsi préfigure t-il celui des Frères musulmans ?

par Thierry Meyssan

Bien que surpris par la rapidité des événements, Thierry Meyssan célèbre la destitution du gouvernement des Frères musulmans. Alors que la presse atlantiste soutenait Mohamed Morsi et conspuait Bachar el-Assad, il tenait le discours opposé et dénonçait le « printemps arabe » comme une manipulation. Le peuple égyptien et son armée ont tranché.

RÉSEAU VOLTAIRE | 8 JUILLET 2013

ITALIANO ENGLISH PORTUGUÊS DEUTSCH ESPAÑOL РУССКИЙ



Sur 84 millions d'Égyptiens, 33 sont descendus dans les rues fêter le coup d'État militaire.

À l'issue de cinq jours de manifestations géantes réclamant le départ du président Morsi, l'Armée égyptienne l'a destitué et a désigné le président du Conseil constitutionnel pour assurer l'intérim jusqu'à la convocation de nouvelles élections.

Pour mesurer l'importance de l'événement, il convient de le resituer dans sa propre narration.

Une agitation politique a gagné une partie de l'Afrique, puis du monde arabe, à partir de la mi-décembre 2010. Les deux principaux pays concernés ont été la Tunisie et l'Égypte. Ce phénomène s'explique d'abord par des causes profondes : un changement générationnel et une crise alimentaire. Si l'aspect démographique échappe largement au contrôle humain, l'aspect économique a été partiellement provoqué en pleine connaissance de cause, en 2007-08, puis à nouveau en 2010.

En Tunisie et en Égypte, les États-Unis avaient préparé la « *relève de la garde* » : des leaders neufs à son service à la place de leaders démonétisés. Le département d'État avait formé de jeunes « *révolutionnaires* » pour qu'ils se substituent au pouvoir en place. Aussi, lorsque Washington a constaté que ses alliés étaient dépassés par la rue, il leur a intimé l'ordre de céder la place à l'opposition qu'il avait préfabriquée. Ce ne sont pas la rue, mais les États-Unis qui ont chassé Zine el-Abidine Ben-Ali et le général Hosni Moubarak. Et ce sont toujours les États-Unis qui ont installé les Frères musulmans pour leur succéder. Ce dernier point est moins évident puisque les deux pays ont organisé des élections, mais la tenue d'un scrutin ne signifie pas sa sincérité. Cependant, une étude minutieuse montre que les dèss étaient pipés.

Il ne fait aucun doute que ces événements avaient été anticipés par Washington et qu'ils ont été guidés par lui, même s'ils auraient pu aussi survenir dans d'autres États, comme au Sénégal et en Côte d'Ivoire.

Précisément, des troubles surviennent alors en Côte d'Ivoire à l'occasion de l'élection présidentielle. Mais ils ne sont pas reliés dans l'imaginaire collectif au « *printemps arabe* » et s'achèvent par une intervention militaire française sous mandat de l'ONU.

Une fois l'instabilité installée en Tunisie et en Égypte, la France et le Royaume-Uni ont lancé un mouvement de déstabilisation de la Libye et de la Syrie, en application du Traité de Lancaster. Si quelques micro-manifestations pro-démocratie se sont tenues et ont été grossies par les médias occidentaux, les troubles étaient organisés par des Forces spéciales occidentales avec l'appui de meneurs takfiristes.

À grand renfort de manipulations, l'opération en Côte d'Ivoire a été exclue du « *printemps arabe* » (il n'y a pas d'arabes dans ce pays au tiers musulman), tandis que la Libye et la Syrie y ont été inclus (alors qu'il s'agit d'opérations coloniales). Ce tour de passe-passe a été d'autant plus facile à réaliser que des manifestations survenaient au Yémen et au Bahreïn dont les conditions structurelles sont bien différentes. Les commentateurs occidentaux les ont d'abord incluses sous l'étiquette « *printemps arabe* », puis les ont escamotées de leur raisonnement, tant les situations sont peu comparables.

En définitive, ce qui fait le « *printemps arabe* » (Tunisie, Égypte, Libye, Syrie), ce n'est pas l'instabilité, ni la culture, mais la solution prévue par les puissances impérialistes : l'accès au pouvoir des Frères musulmans.

Cette organisation secrète, prétendument anti-impérialiste, a toujours été politiquement contrôlée par Londres. Elle était représentée au cabinet d'Hillary Clinton, par le biais d'Huma Abedin (épouse du député sioniste démissionnaire Antony Weiner), dont la mère Saleha Abedin dirige la branche féminine mondiale de la confrérie. Le Qatar a assuré le financement des opérations (plus de 15 milliards de dollars par an !) et la médiatisation de la confrérie auquel elle a confié la chaîne Al-Jazeera depuis fin 2005. Enfin, la Turquie a fourni le savoir-faire politique avec des conseillers en communication.

Les Frères musulmans sont à l'islam ce que les Trotskistes sont à l'occident : un groupe de putschistes, travaillant pour des intérêts étrangers au nom d'un idéal toujours remis au lendemain. Après avoir tenté quantité de coups d'État dans la majorité des pays arabes au cours du XXe siècle, ils ont été surpris de leur « *victoire* », en 2011. Ils ne disposaient en effet d'aucun programme de gouvernement en dehors des instructions anglo-saxonnes. Ils se sont donc rattachés aux slogans islamistes : « *La solution, c'est le Coran* », « *Nous n'avons pas besoin de constitution, nous avons la Charia* », etc...

En Égypte, comme en Tunisie et en Libye, leur gouvernement a ouvert leur économie au capitalisme libéral. Il a confirmé l'entente

avec Israël sur le dos des Palestiniens. Et a cherché à imposer, au nom du Coran, un ordre moral, jamais inscrit dans ce livre.

Les privatisations thatchériennes de l'économie égyptienne devaient atteindre leur apothéose avec celle du Canal de Suez, joyau du pays et source de revenus, qui devait être vendu au Qatar. Face à la résistance de la société égyptienne, Doha finança un mouvement séparatiste de la région du Canal, comme jadis les États-Unis avaient créé le mouvement d'indépendance du Panama en Colombie.

En définitive, la société égyptienne n'a pas supporté ce traitement de choc. Comme **je l'écrivais dans ces colonnes**, il y a trois semaines, elle a ouvert les yeux en observant la révolte des Turcs contre le Frère Erdogan. Elle s'est rebellée et a lancé un ultimatum au président Morsi. Après s'être assuré par téléphone auprès du secrétaire US à la Défense, Chuck Hagel, que les États-Unis ne tenteraient rien pour sauver l'agent Morsi, le général al-Sissi a annoncé sa destitution.

Ce point mérite une explication : Mohamed Morsi s'est présenté, lors de son avant-dernier discours à la Nation, comme un « *savant* ». C'est en effet un ingénieur spatial ayant fait carrière aux USA, ayant acquis la nationalité états-unienne, ayant travaillé à la NASA et disposant d'une accréditation US secret-Défense. Cependant, si Morsi a été lâché par le Pentagone, il a par contre été soutenu —jusqu'à son arrestation— par le département d'État, que ce soit par l'ambassadrice au Caire Anne Patterson, par les porte-parole Patrick Ventrell et Jan Psaki, ou par le secrétaire d'État John Kerry. Cette incohérence manifeste le désarroi de Washington : d'un côté la raison interdisait toute possibilité d'intervention, d'un autre les liens trop étroits de Morsi avec les Frères musulmans l'ont privé de toute solution de rechange.

La chute de Mohamed Morsi marque la fin de la prééminence des Frères musulmans dans le monde arabe. Et ce, d'autant plus, que l'Armée a annoncé sa destitution en s'entourant des forces vives de la société, incluant les « *savants* » de l'Université al-Azhar.

L'échec de Morsi est un coup dur pour l'Occident et ses alliés, le Qatar et la Turquie. Dès lors, on peut logiquement se demander si

elle ne marque pas la fin du « *printemps arabe* » et de nouveaux bouleversements en Tunisie, en Libye, et bien sûr en Syrie.

Sur le même sujet :

- ▶ Réponse à des courriers de lecteurs. « **Égypte : soutenez-vous un coup d'État militaire ?** », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 8 juillet 2013.
- ▶ Editorial de Ghaleb Kandil. « **L'armée égyptienne avec le peuple face aux Ikhwans** », *New Orient News / Réseau Voltaire*, 8 juillet 2013.

Thierry Meyssan

Source : « Le sort de Morsi préfigure t-il celui des Frères musulmans ? », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 8 juillet 2013, www.voltairenet.org/article179268.html